


# Procédure file

Informations de base		
SYN - Procédure de coopération (historique)	<a href="#">1993/0526(SYN)</a>	Procédure terminée
Environnement: prévention et réduction intégrée de la pollution  Modification <a href="#">2000/0331(COD)</a> Modification <a href="#">2001/0245(COD)</a> Modification <a href="#">2004/0231(COD)</a> Abrogation <a href="#">2006/0170(COD)</a>  Sujet 3.70 Politique de l'environnement 5.05 Croissance économique		

Acteurs principaux			
Parlement européen	Commission au fond	Rapporteur(e)	Date de nomination
	<b>ENVI</b> Environnement, santé publique et protection des consommateurs	PSE <a href="#">BOWE David Robert</a>	30/08/1994
Conseil de l'Union européenne	Formation du Conseil	Réunion	Date
	Affaires sociales	<a href="#">1948</a>	24/09/1996
	Télécommunications	<a href="#">1888</a>	27/11/1995
	<a href="#">Environnement</a>	<a href="#">1861</a>	22/06/1995
	<a href="#">Environnement</a>	<a href="#">1832</a>	09/03/1995
	<a href="#">Environnement</a>	<a href="#">1817</a>	16/12/1994
	<a href="#">Environnement</a>	<a href="#">1765</a>	08/06/1994

Evénements clés			
15/11/1993	Annonce en plénière de la saisine de la commission		
25/04/1994	Vote en commission		Résumé
25/04/1994	Dépôt du rapport de la commission, 1ère lecture/lecture unique	A3-0286/1994	
02/05/1994	Décision du Parlement	COM(1993)0423	Résumé
02/05/1994	Renvoi du rapport à la commission		
08/06/1994	Débat au Conseil	<a href="#">1765</a>	
04/11/1994	Vote en commission		Résumé
04/11/1994	Dépôt du rapport de la commission, 1ère lecture/lecture unique	A4-0077/1994	
13/12/1994	Débat en plénière		
14/12/1994	Décision du Parlement	T4-0189/1994	Résumé
16/12/1994	Débat au Conseil	<a href="#">1817</a>	
09/03/1995	Débat au Conseil	<a href="#">1832</a>	Résumé

15/05/1995	Publication de la proposition législative modifiée	COM(1995)0088	Résumé
27/11/1995	Publication de la position du Conseil	<a href="#">09742/3/1995</a>	Résumé
15/02/1996	Annonce en plénière de la saisine de la commission, 2ème lecture		
07/05/1996	Vote en commission, 2ème lecture		Résumé
07/05/1996	Dépôt de la recommandation de la commission, 2ème lecture	<a href="#">A4-0159/1996</a>	
22/05/1996	Débat en plénière		
22/05/1996	Décision du Parlement, 2ème lecture	T4-0240/1996	Résumé
24/06/1996	Publication de la proposition législative modifiée	COM(1996)0306	
24/09/1996	Adoption de l'acte par le Conseil suite à la consultation du Parlement		Résumé
24/09/1996	Fin de la procédure au Parlement		
10/10/1996	Publication de l'acte final au Journal officiel		

### Informations techniques

Référence de procédure	1993/0526(SYN)
Type de procédure	SYN - Procédure de coopération (historique)
Sous-type de procédure	Législation
	Modification <a href="#">2000/0331(COD)</a> Modification <a href="#">2001/0245(COD)</a> Modification <a href="#">2004/0231(COD)</a> Abrogation <a href="#">2006/0170(COD)</a>
Base juridique	CE avant Amsterdam E 130S-p1
Etape de la procédure	Procédure terminée
Dossier de la commission parlementaire	ENVI/4/07334

### Portail de documentation

Document de base législatif		COM(1993)0423 <a href="#">JO C 311 17.11.1993, p. 0006</a>	14/09/1993	EC	Résumé
Rapport déposé de la commission, 1ère lecture/lecture unique		A3-0286/1994 <a href="#">JO C 205 25.07.1994, p. 0005</a>	25/04/1994	EP	
Comité économique et social: avis, rapport		<a href="#">CES0572/1994</a> <a href="#">JO C 195 18.07.1994, p. 0054</a>	27/04/1994	ESC	Résumé
Projet de rapport de la commission		PE208.093	06/06/1994	EP	
Rapport déposé de la commission, 1ère lecture/lecture unique		A4-0077/1994 <a href="#">JO C 363 19.12.1994, p. 0002</a>	04/11/1994	EP	
Avis de la commission	<b>AGRI</b>	PE210.134/DEF	07/11/1994	EP	
Projet de rapport de la commission		PE210.416	08/12/1994	EP	

Texte adopté du Parlement, 1ère lecture/lecture unique		<a href="#">T4-0189/1994</a> <a href="#">JO C 018 23.01.1995, p. 0054-0082</a>	14/12/1994	EP	Résumé
Proposition législative modifiée		COM(1995)0088 <a href="#">JO C 165 01.07.1995, p. 0009</a>	15/05/1995	EC	Résumé
Position du Conseil		<a href="#">09742/3/1995</a> <a href="#">JO C 087 25.03.1996, p. 0008</a>	27/11/1995	CSL	Résumé
Amendements déposés en commission		PE216.590/AM1	01/04/1996	EP	
Amendements déposés en commission		PE216.590/AM2	10/04/1996	EP	
Projet de rapport de la commission		PE216.590/DEF	18/04/1996	EP	
Recommandation déposée de la commission, 2e lecture		<a href="#">A4-0159/1996</a> <a href="#">JO C 166 10.06.1996, p. 0004</a>	07/05/1996	EP	
Texte adopté du Parlement, 2ème lecture		T4-0240/1996 <a href="#">JO C 166 10.06.1996, p. 0054-0069</a>	22/05/1996	EP	Résumé
Proposition législative modifiée		COM(1996)0306	24/06/1996	EC	
Document de base non législatif		<a href="#">COM(2003)0354</a>	19/06/2003	EC	Résumé
Document de suivi		<a href="#">COM(2005)0540</a>	03/11/2005	EC	Résumé

## Acte final

[Directive 1996/61](#)  
[JO L 257 10.10.1996, p. 0026](#) Résumé

## Environnement: prévention et réduction intégrée de la pollution

La proposition de directive-cadre du Conseil vise à prévenir et à réduire au minimum les émissions d'installations industrielles dans l'air, les eaux et les sols selon une approche intégrée qui se substituera à l'approche sectorielle suivie jusqu'à présent. L'objectif est de résoudre les problèmes de pollution plutôt que de les transférer d'un milieu environnemental vers l'autre. Le texte prévoit le respect par les installations industrielles de valeurs limites d'émissions fixées à partir des "meilleures techniques disponibles" (MTD) et la délivrance d'autorisations à ces installations. Dans le respect du principe de subsidiarité, une marge de manoeuvre importante est laissée aux Etats membres: il est proposé que les Etats membres adoptent en première instance leurs propres valeurs limites d'émission reposant sur les MTD pour les secteurs industriels visés à la directive. Toutefois, obligation est faite aux Etats membres d'informer la Commission sur les valeurs limites d'émissions et les meilleures techniques disponibles adoptées. Après le 30.06.2005, aucune installation existante ne sera exploitée sans une autorisation délivrée en vertu de la directive.?

## Environnement: prévention et réduction intégrée de la pollution

La commission a adopté le rapport de M. David BOWE (PSE, RU) sur la prévention et la réduction intégrée de la pollution. Le rapport demande l'élaboration d'un registre des émissions polluantes pour certaines plantes et catégories de plantes. Ce registre devrait aider à la diffusion des normes et des techniques en vigueur au sein de l'Union européenne. Il devrait aussi aider les Etats membres à mettre en oeuvre la directive. Ces derniers devraient s'assurer qu'aucune des installations existantes ne reste opérationnel après le 30 juin 2005, si elle n'a pas obtenu une autorisation compatible avec les dispositions de la directive. Les valeurs limites pour les émissions doivent être fixées par la législation communautaire en s'assurant que les standards environnementaux ne sont pas violés. Lorsque le respect de ces standards nécessite des conditions plus contraignantes que celles atteignables par la méthode de "la technique la plus performante" des mesures additionnelles doivent être prévues dans le permis d'exploiter. Le rapport insiste aussi pour que la directive n'empêche pas les Etats membres de maintenir ou d'introduire des critères de protection plus contraignants. Les Etats membres doivent garder la liberté de définir des zones qui sont particulièrement polluées ou qui doivent être spécialement protégées. Ils doivent pouvoir interdire la construction de certaines installations dans ces zones ou, à tout le moins, leur imposer des critères plus contraignants.

## Environnement: prévention et réduction intégrée de la pollution

Le Comité accueille favorablement le traitement de la pollution à la source (installations industrielles), c'est-à-dire l'approche intégrée de la pollution de l'atmosphère, des eaux et des sols, y compris le bruit (voir point 4.2.3 de l'avis sur le 5ème programme d'actions). Il estime

cependant que la directive ne peut être adoptée sous sa forme actuelle attendu qu'elle ne répond pas aux objectifs fixés à l'article 130R du Traité de l'Union européenne signé à Maastricht (principe de la prévention, haut niveau de protection, lutte contre la pollution à la source). Aux termes du projet de directive, le système d'autorisation administrative constitue la clef de voûte de l'évaluation intégrée de l'impact sur l'environnement des installations industrielles. Le CES est d'accord sur le principe du système d'autorisation administrative mais estime qu'il est appliqué sans nuances dans le projet à l'examen. A juste titre, le projet à l'examen part du principe que la mise en oeuvre du système d'autorisation n'est pas possible sans la fixation de valeurs limites d'émission. Il serait cependant totalement inopportun de fixer ces limites au cas par cas. Le système d'autorisation serait alors imprévisible pour les parties concernées et ne répondrait pas aux principes de droit. Il ressort du projet que ces valeurs limites devront être en principe élaborées au niveau local ou national. L'élaboration de valeurs limites d'émission au niveau européen devra avoir un caractère exceptionnel. Le CES préconise par contre un mandat engageant clairement la Commission à proposer des valeurs limites d'émission au niveau communautaire, conformément à la politique communautaire menée jusqu'à présent en matière d'environnement. La Commission motive son rejet des valeurs limites européennes en invoquant notamment le principe de subsidiarité (article 3B du Traité de Maastricht). Le CES ne partage pas le point de vue de la Commission sur ce point. Il estime qu'une application judicieuse du principe de subsidiarité ne s'oppose pas à l'établissement de valeurs limites au niveau européen. Le projet de directive soulève de fortes réserves de la part du CES en ce qui concerne le rapport entre les valeurs limites d'émission et les normes de qualité de l'environnement (valeurs d'émission). Il reste à préciser qui, dans le cadre de la directive à l'examen, doit définir les normes de qualité de l'environnement. Le renvoi aux valeurs de l'OMS ne suffit pas, d'autant que ces valeurs ne sont pas l'expression de critères environnementaux homogènes.

## Environnement: prévention et réduction intégrée de la pollution

---

?

## Environnement: prévention et réduction intégrée de la pollution

---

Le Parlement a approuvé la proposition de la Commission sous réserve des 55 modifications qu'il y a apportées. Ces amendements ont substantiellement pour objet: - demander la constitution d'un registre spécifique d'émissions polluantes pour certaines installations et catégories d'installations; - compléter les objectifs de la directive en vue de garantir l'usage efficace des matières premières, de l'eau, et de l'énergie, dans les procédés industriels au sein de la Communauté; - déterminer les obligations fondamentales de l'exploitant requises comme condition de l'autorisation; - que les Etats membres veillent à ce que les exploitants prennent des mesures de prévention contre les effets dommageables à l'environnement; - que les valeurs limites d'émissions soient fixées par la législation communautaire en se basant sur les meilleures techniques disponibles; - préciser les procédures d'autorisation pour les entreprises afin d'assurer l'accomplissement des conditions requises; - étendre le champ d'application de la directive aux substances radioactives et aux installations nucléaires non couvertes par le traité EURATOM; - compléter les annexes pour y inclure des industries polluantes dont la Commission n'a pas tenu compte. La Commission n'a pas accepté les amendements 1, 4, 5, 6, 11, 13, 14, 18, 19 à 24, 29 à 34, 37, 38, 39, 42, 45, 46, 48, 50 à 52 et 56.?

## Environnement: prévention et réduction intégrée de la pollution

---

Le Conseil a concentré ses travaux sur les problèmes essentiels soulevés par la proposition et a réalisé, sur la base d'un projet de la Présidence, un certain nombre de progrès qui devraient faciliter la recherche d'une solution d'ensemble. Le Conseil a chargé le Comité des Représentants permanents de poursuivre l'examen des problèmes en suspens et de lui faire rapport pour sa prochaine session du mois de juin.

## Environnement: prévention et réduction intégrée de la pollution

---

La proposition modifiée reprend 27 des 57 amendements adoptés par le Parlement européen. Les principales modifications concernent: - l'introduction de la notion d'"obligations fondamentales de l'exploitant": celui-ci est responsable de la gestion des conséquences environnementales de ses activités au cours de toute la durée d'exploitation de ses installations et il doit lui-même élaborer une stratégie active contribuant à l'amélioration de la protection de l'environnement de manière permanente; - l'accès au public, avant toute décision, aux informations relatives à la demande d'autorisation; - la suppression, en ce qui concerne la définition du terme "préparation", de l'exclusion des produits finis et des substances radioactives; - l'adjonction, en ce qui concerne les "émissions", de la lumière et des vibrations; - la modification de la définition de la notion de "modification substantielle" qui vise à couvrir de manière plus exhaustive tous les types de modifications importantes; - la prise en compte des installations nucléaires; - une plus grande souplesse dans la procédure d'autorisation d'installations existantes; - le champ d'application de la directive. En revanche, la Commission n'a pas retenu les amendements concernant: - le registre des émissions et l'assurance contre les effets de la pollution; - la santé publique et l'évaluation des effets; - la fixation de valeurs limites d'émission; - le système de taxation; - la comitologie: la Commission maintient sa proposition initiale instituant un comité consultatif.?

## Environnement: prévention et réduction intégrée de la pollution

---

La position commune du Conseil retient en totalité ou en partie 25 des 57 amendements votés par le Parlement européen en première lecture, à savoir notamment: - un nouveau considérant sur la responsabilité de l'exploitant; - la garantie de l'accès du public aux informations avant toute décision concernant les autorisations; - la limitation du champ d'application de la directive aux industries énumérées à l'annexe I; - l'introduction des produits finis dans la directive (les substances radioactives demeurent exclues); - l'inclusion des vibrations dans les définitions concernant la pollution et l'émission (l'éclairage demeure exclu); - la définition d'une modification substantielle de l'exploitation comme une modification pouvant avoir des incidences négatives sur l'environnement; - un nouvel article relatif aux obligations fondamentales de l'exploitant; - l'indication qu'une autorisation répondant aux exigences de la directive est suffisante pour qu'une installation existante soit

conforme à la directive; - l'assouplissement de l'exigence concernant l'inclusion des mesures concernant l'arrêt définitif de l'exploitation dans l'autorisation; - la présentation de propositions par la Commission, sur la base d'un échange d'informations, en cas de nécessité d'une action au niveau communautaire; - Dans l'annexe I (catégories d'activités industrielles) : introduction des installations de traitement de surface utilisant un procédé électrolytique ou chimique; introduction des installations d'incinération des déchets dangereux et non dangereux; abaissement du seuil fixé pour les installations de production de pâte à papier. - Dans l'annexe III (Eau) : introduction des biocides et des produits phytosanitaires. En outre, le Conseil a introduit les nouveaux éléments suivants: - extension de la définition d'installation existante aux installations pour lesquelles une demande complète d'autorisation a été présentée, sous réserve du respect de certaines conditions; - introduction d'une référence aux coûts et avantages dans la définition de "meilleures techniques disponibles"; - pour les installations existantes, une période de transition de 8 ans est envisagée; - l'article relatif aux conditions d'obtention de l'autorisation contient des références à la protection des eaux souterraines et à la gestion des déchets; il exige que les valeurs limites soient fondées sur les MTD et il introduit une référence à la prise en compte des caractéristiques techniques et des conditions environnementales locales pour l'établissement des valeurs limites d'émission et à la nécessité d'assurer une protection contre la pollution transfrontières; - ajout de dispositions spécifiques applicables aux installations d'élevage intensif; - établissement d'un inventaire des sources de pollution dans le cadre de la directive; - les rapports relatifs à la mise en oeuvre de la directive et à son efficacité en matière de protection de l'environnement seront présentés par la Commission au Conseil, avec des propositions d'action le cas échéant; - nouvel article concernant la fixation de valeurs limites d'émission communautaires par le Conseil sur proposition de la Commission pour les catégories d'installations énumérées à l'annexe I et en tenant compte de la liste indicative des principales substances polluantes mentionnées à l'annexe III; - le délai imparti pour la mise en oeuvre de la directive est de 3 ans à compter de sa publication. ?

## Environnement: prévention et réduction intégrée de la pollution

---

La commission a adopté un projet de recommandation pour la deuxième lecture, présenté par M. David BOWE, concernant la position commune du Conseil visant l'adoption d'une directive du Conseil relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution. Cette proposition vise à empêcher ou à réduire les émissions dans l'air, les eaux et les sols issues d'activités industrielles et agricoles (dont la liste est dressée à l'annexe I) de manière à obtenir un haut niveau de protection de l'environnement dans son ensemble. Une approche intégrée de la réduction de la pollution implique de réduire les émissions au minimum dans tous les milieux (air, eaux ou sols) en même temps, évitant ainsi le transfert de la pollution d'un milieu à un autre. Une telle approche tient compte de toutes les émissions d'une usine industrielle et empêche les entreprises d'émettre dans l'air, par exemple, des polluants qu'on leur a interdit d'émettre dans l'eau. Alors que certains États membres mettent déjà en oeuvre la réduction intégrée de la pollution, l'idée consiste à l'instaurer dans tous les pays membres. La directive s'appliquera à la plupart des industries de l'Union ainsi qu'aux exploitations agricoles intensives. Deux avantages en ressortent: (1) la garantie de l'adoption, dans toute l'Union, du système de protection de l'environnement le plus efficace qui soit et (2) l'égalité des chances en garantissant que les concurrents industriels des différents États membres font l'objet de contrôles réglementaires similaires. Le Parlement a adopté 57 amendements en première lecture le 14 décembre 1994 mais seulement 13 d'entre eux ont été incorporés, en tout ou partie, dans la position commune du Conseil du 27 novembre 1995. Le 7 mai 1996, dans sa recommandation pour la deuxième lecture, la commission a adopté 57 amendements de la position commune. Toutefois, la commission a modifié la position commune pour y inclure un passage concernant l'implantation géographique, la nature et la portée des activités d'un établissement. Un autre amendement adopté par la commission pour la deuxième lecture a introduit un nouveau passage de telle sorte que la directive "n'empêche aucun État membre de maintenir ou d'instaurer des mesures de protection plus rigoureuses compatibles avec la législation communautaire". La commission a également demandé la constitution d'un comité consultatif sur la directive plutôt que d'un comité de réglementation. Le Parlement a longtemps été d'avis que les comités de réglementation accordent une trop grande influence aux États membres au détriment de la Commission européenne. ?

## Environnement: prévention et réduction intégrée de la pollution

---

Le Parlement européen a adopté la recommandation pour la deuxième lecture de M. David BOWE (PSE, RU) relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution. Sur les 57 amendements adoptés par le Parlement en première lecture, seul 13 ont été inclus, en tout ou en partie, dans la position commune du Conseil. Parmi les amendements que le rapport reformule on retiendra plus particulièrement ceux qui visent à éviter que des contraintes trop importantes soient imposées au PME. Le rapport réintroduit également un amendement qui prévoit le respect, par les installations industrielles, de valeur limite d'émissions fixées sur base des "meilleures techniques disponibles". Le rapport supprime une disposition de la position commune qui aurait permis de fixer les valeurs limites d'émissions en tenant compte de la situation géographique d'une installation particulière et de la situation locale de l'environnement. La recommandation dispose également que, en accord avec le principe du pollueur-payeur, les industriels ont la responsabilité de gérer les conséquences environnementales de leurs activités pendant toute la durée de vie de l'installation. De plus, en cas de cessation définitive des activités, des dispositions doivent être prises afin d'éviter tout risque de pollution et de "remettre" le site dans un état satisfaisant. Enfin la disposition prévoit la possibilité pour les États membres de maintenir ou d'introduire des mesures de protection plus contraignantes. ?

## Environnement: prévention et réduction intégrée de la pollution

---

Le Conseil a adopté la directive. ?

## Environnement: prévention et réduction intégrée de la pollution

---

OBJECTIF : prévenir et réduire au minimum les émissions d'installations industrielles dans l'air, les eaux et les sols selon une approche horizontale qui se substitue à l'approche sectorielle suivie jusqu'à présent. MESURE DE LA COMMUNAUTE : Directive 96/61/CE du Conseil, relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution. CONTENU : La directive-cadre prévoit le respect par les installations industrielles de valeurs limites d'émissions fixées à partir des "meilleures techniques disponibles" (MTD) et l'adoption d'autorisations à ces installations, de sorte qu'aucune nouvelle installation ne puisse être exploitée sans garantie du respect de la directive. La directive établit les

principes généraux des obligations fondamentales de l'exploitant ou du détenteur des installations en question, que les Etats membres devront faire respecter. Toute demande d'autorisation de nouvelle installation ou de modification substantielle d'installations existantes devra être rendue accessible au public afin qu'il puisse donner son avis avant que l'autorité compétente ne prenne sa décision. Le texte contient une énumération détaillée des descriptions devant être communiquées à l'occasion des demandes d'autorisation. Ces demandes seront examinées de façon coordonnée lorsque plusieurs autorités compétentes interviennent, afin de garantir une approche intégrée effective. La directive contient également des dispositions en matière de contrôle du respect, de réexamen et d'actualisation des conditions de l'autorisation. Elle prévoit, en outre, la fixation de valeurs limites pour les catégories d'installations, pour lesquelles le besoin d'action au niveau communautaire existe. DATE D'ENTREE EN VIGUEUR : 30/10/1996 ECHEANCE FIXEE POUR LA TRANSPOSITION : 30/10/1999. Pour les installations existantes, une période de transition de 8 ans est envisagée. ?

## Environnement: prévention et réduction intégrée de la pollution

---

La Commission européenne a présenté un Rapport concernant la mise en œuvre de la directive 96/61/CE relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution (directive IPPC).

Eu égard aux problèmes importants posés par la mise en œuvre de la directive et aux questions soulevées, la Commission est préoccupée par le rythme auquel la mise en œuvre progresse dans plusieurs États membres, et a donc décidé d'intensifier ses actions afin de garantir le plein respect de la directive en temps opportun :

- Action 1. Veiller à la transposition complète de la directive. Plusieurs États membres n'ont toujours pas transposé correctement la directive IPPC. Cela a déclenché plusieurs procédures d'infraction. La Commission mènera ces procédures diligemment afin d'assurer la pleine transposition.

- Action 2. Surveillance renforcée des progrès réalisés en vue de la pleine mise en œuvre de la directive IPPC d'ici au 30 octobre 2007. La pleine mise en œuvre de la directive IPPC d'ici au 30 octobre 2007 reste un défi pour la grande majorité des États membres. Cela nécessitera des progrès rapides, un soutien politique accru et davantage de ressources administratives de la part des administrations nationales et des autorités compétentes pour permettre la mise en œuvre de la directive dans les délais. La Commission définit donc actuellement des indicateurs, afin de suivre régulièrement les progrès accomplis par les États membres. Ces indicateurs comprendront notamment des informations sur le nombre d'installations recensées et le nombre d'autorisations délivrées ou actualisées par les États membres. Ces informations seront mises à la disposition du public.

- Action 3. Contrôles de conformité. Jusqu'à présent, la Commission a reçu très peu de plaintes concernant des suspicions de mauvaise application de la directive IPPC dans des installations particulières. Cependant, la Commission a entrepris plusieurs actions pour vérifier l'application de la directive : [renforcement de l'utilisation du registre européen des émissions de polluants \(EPER\) afin de recenser les principales installations industrielles responsables d'émissions](#) ; lancement d'un projet analysant, pour 30 installations IPPC spécifiques choisies dans l'ensemble de l'UE, la mesure dans laquelle les autorisations et le fonctionnement de ces installations sont conformes aux dispositions de la directive ; lancement en 2006 d'un projet pour étudier dans quelle mesure les prescriptions contraignantes générales fixées dans certains États membres sont conformes aux dispositions de la directive.

Si la Commission recense des cas de mauvaise application de la directive, elle prendra toutes les mesures nécessaires, en recourant au besoin à une procédure d'infraction.

- Action 4. Finalisation de la première série de BREF et début de leur réexamen. Les BREFS sont des outils importants pour la mise en œuvre de la directive. La Commission met tout en œuvre pour que la première série de BREF (qui comprend 32 BREF) soit finalisée vers la fin de l'année 2005. En outre, la procédure de réexamen de certains BREF existants est actuellement à l'étude avec les États membres et les secteurs industriels concernés, et débutera en 2005.

- Action 5. Nécessité de clarifier certains aspects juridiques et d'apporter des adaptations techniques à la directive. Selon des consultations récemment menées auprès des États membres, l'interprétation des descriptions d'activités figurant à l'annexe I de la directive ainsi que la définition du terme « installation » doivent être clarifiés. La Commission collabore donc étroitement avec les États membres pour élaborer des orientations, qui devront être finalisées en 2006 et publiées sur internet. La Commission a également constaté un besoin de révision technique de la directive IPPC en vue de lever certaines ambiguïtés et d'améliorer la législation (concernant en particulier son champ d'application).

- Action 6. Évaluation des possibilités de rationalisation de la législation existante relative aux émissions industrielles dans le cadre de l'initiative « mieux légiférer ». Il est nécessaire de revoir les interactions entre la directive IPPC et les autres dispositions de la législation. Aussi, dans le cadre de la révision de la directive IPPC, la Commission évalue-t-elle les possibilités de rationalisation de la législation existante en matière d'émissions industrielles (directive IPPC et législation sectorielle, notamment les directives sur les grandes installations de combustion, sur l'incinération des déchets et sur l'utilisation des solvants organiques).

- Action 7. Évaluation du recours à d'éventuels instruments fondés sur le marché et autres mesures d'incitation. La Commission envisage, dans le cadre de la révision de la directive IPPC, de mettre au point des mesures d'incitation, en recourant par exemple à des instruments fondés sur le marché (systèmes d'échange de droits d'émission, taxes, redevances) pour inciter les exploitants à aller au-delà des exigences de la directive IPPC et à encourager le développement de techniques environnementales innovantes.

La révision de la directive IPPC se poursuivra durant l'année 2006 et s'achèvera en 2007 par une communication de la Commission accompagnée, le cas échéant, d'une proposition législative. La Commission met actuellement en place un groupe consultatif sur la révision de la directive IPPC, afin de garantir la concertation et le dialogue avec les États membres et les autres parties prenantes. Une audience publique sera également organisée en 2006.